

SOCIÉTÉ

Les services sociaux entre deux remue-ménage

Page B-1

Bush préfère un Canada uni

Chantal Hébert
de notre bureau d'Ottawa

LE PRÉSIDENT américain George Bush dit qu'il préfère faire affaire avec un Canada uni, mais il s'est refusé, hier, lors d'un passage à Ottawa, à exprimer publiquement des inquiétudes sur le débat qui agite actuellement son voisin du Nord.

« De tout temps, les États-Unis ont eu la meilleure relation possible avec un Canada uni, a répété le président chaque fois qu'on lui a demandé de quel oeil les États-Unis voient le débat actuel. Nous sommes très contents de faire affaire avec un pays uni. »

Mais si publiquement tout au moins, le président américain n'était pas disposé à s'avancer très loin sur le terrain litigieux de l'unité canadienne, le premier ministre Brian Mulroney affirme qu'il tient « absolument » à l'unité du Canada. Les deux hommes ont brièvement abordé le sujet de l'unité canadienne lors de leur rencontre hier après-midi dans la capitale fédérale.

« Les Américains tiennent absolument à l'unité et à l'intégrité du Canada, a affirmé Brian Mulroney au cours de la conférence de presse commune qui a suivi la rencontre. Il tient absolument à maintenir des liens avec un Canada fort et uni. »

Pour l'essentiel, le récent conflit dans le golfe Persique et l'après-guerre ont dominé la visite d'une journée en sol canadien du président américain. Brian Mulroney a eu droit aux accolades politiques de son interlocuteur pour sa participation à la guerre du Golfe, mais il n'a pas réussi à lui vendre son idée d'une conférence internationale sur le contrôle des armements.

« Il faut faire quelque chose. L'i-

dée a peut-être du mérite, mais il est trop tôt », a répondu poliment George Bush qui prévient qu'il s'agit d'un secteur où personne ne devrait prendre d'initiative isolée, y compris, a-t-il dit, le Canada.

« Il ne serait pas question pour nous, ajoute-t-il, de couper les ventes d'armes à tout le monde. Nous ne voulons pas créer de déséquilibre. »

En conférence de presse, le premier ministre canadien est quand même revenu à la charge. « Ça n'a pas beaucoup de bon sens que les armes qui ont permis à l'Irak de tenir tête aux Nations unies lui aient été fournies par les cinq membres permanents du conseil de sécurité, a rappelé Brian Mulroney devant le président américain. Nous pourrions nous-mêmes être de gros marchands d'armes. Mais nous ne voulons pas être parmi ceux qui en font la promotion, font de l'argent et ensuite, en déplorent l'usage. »

Mais sur d'autres sujets relatifs au Moyen-Orient, les deux hommes se sont retrouvés sur la même longueur d'onde, notamment sur le rôle que pourra jouer l'OLP dans la recherche d'une solution de paix au Moyen-Orient. Brian Mulroney maintient que la crédibilité de l'organisme porte-voix des Palestiniens est « nulle ». George Bush concède qu'elle est « diminuée ». Mais les deux chefs de gouvernement admettent que l'OLP est le porte-parole privilégié des Palestiniens et qu'il revient à ses derniers de choisir qui les représentera.

Et sur le plan politique, Brian Mulroney a pris l'occasion de rappeler à son invité que la guerre du Golfe n'a pas été une recette à succès pour tout le monde. Rappelant que l'indice de satisfaction des Américains à l'égard de leur président se situe au-

Voir page A-4: Saddam

Ryan exclut tout moratoire sur la réforme de la fiscalité municipale

Pierre April
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Le ministre des Affaires municipales Claude Ryan a exclu hier le moratoire sur la réforme de la fiscalité municipale réclamé par les dirigeants locaux.

Il a de plus clairement indiqué qu'il n'a aucunement l'intention de changer un seul des grands objectifs de sa politique.

Au cours d'un débat accordé à l'opposition selon les règlements de l'Assemblée nationale, M. Ryan a expliqué que les obligations financières

du gouvernement ne cessent de croître et qu'il a un urgent besoin de récupérer ces 500 millions \$ en refillant aux municipalités les factures du transport, de la voirie et de la police.

Le critique de l'opposition, le député de Jonquière Francis Dufour, a dénoncé dans une motion « le pelletage par le gouvernement de son déficit vers les municipalités au montant de 477,5 millions \$ ».

M. Dufour a lancé un appel au ministre de rétablir le dialogue avec les élus municipaux afin d'être en me-

Voir page A-4: Ryan

Le crédit du Québec « sous surveillance »

L'incertitude constitutionnelle atteint un niveau sans précédent, estime la Canadian Bond Rating Service

Robert Dutrisc

FAIT sans précédent, Canadian Bond Rating Service (CBRS) a décidé de mettre le gouvernement du Québec et Hydro-Québec sous surveillance étroite, ce que cette firme d'évaluation du crédit désigne, sans la traduire, par l'expression *Credit Watch*, un geste qu'elle justifie par l'incertitude entourant l'avenir constitutionnel du Québec.

Tout comme les firmes Moody's et Standard and Poor's aux États-Unis, CBRS détermine les cotes de crédit des entreprises et des gouvernements, évaluant ainsi leurs titres de dettes. La firme, une des deux socié-

tés spécialisées en ce domaine au Canada et la seule établie à Montréal, a rendu publique, hier, son évaluation qui a eu l'effet d'une bombe dans les milieux politiques et financiers au Québec.

Ce geste n'a aucun effet immédiat sur la cote de crédit accordée par CBRS au gouvernement du Québec, mais il indique que la firme est fortement tentée de réduire cette cote, ainsi que celle d'Hydro-Québec. À l'heure actuelle, CBRS accorde une cote AA au Québec contre AAA au Canada et à l'Ontario, sa cote la plus élevée.

Au cours d'un entretien, le président de CBRS, Brian Neysmith, a déclaré que cette décision avait été

« très, très difficile » à prendre et que la réflexion de CBRS avait « débuté à la mort du lac Meech ». Le congrès du Parti libéral du Québec tenu en fin de semaine n'a pas rassuré M. Neysmith qui y a vu « un dernier arrêt avant la fin » alors que la direction du parti se voyait « accorder toutes les options ».

CBRS soutient que l'incertitude concernant l'avenir du Québec (...) a atteint un niveau sans précédent. Aussi, la firme ne peut plus « prédire avec exactitude le niveau de risques courus par les investisseurs », d'autant plus qu'« il est maintenant évident que la probabilité que le Québec choisisse une forme de souveraineté-

Voir page A-4: Crédit

Bourassa y décèle des arrières-pensées politiques

Michel Venne

de notre bureau de Québec

LE PREMIER MINISTRE, M. Robert Bourassa, voit « certaines arrières-pensées politiques » dans le communiqué de la société Canadian Bond Rating Service publié hier et annonçant que le crédit du Québec est placé sous surveillance à cause de l'incertitude causée au pays par le débat constitutionnel.

Tout en essayant de la sorte de discréditer l'évaluation de cette firme de courtage, le premier ministre a voulu rassurer les milieux financiers. Il a par ailleurs de nouveau repoussé la requête du chef de l'opposition, M. Jacques Parizeau, de tenir un référendum en 1991 et soutenu que seul un « événement exceptionnel » de la nature d'un « tremblement de terre » pourrait annuler le référendum qu'il s'est lui-même engagé à tenir en 1992.

« Je ne vois pas en quoi une décision de tenir un référendum sur la souveraineté sans parler d'association se trouverait à dissiper l'incertitude économique qui pouvait découler de l'incertitude politique », a-t-il répondu à M. Parizeau. Ce dernier lui faisait remarquer que la décision de tenir une consultation populaire en 1992 était l'un des facteurs invoqués par CBRS pour justifier son avis.

M. Bourassa a fait valoir qu'il s'était engagé plusieurs fois à « ne prendre aucune décision qui puisse compromettre la sécurité économique du Québec ». « À moins que l'on veuille faire de la politique dans certains milieux financiers, dit-il, je crois qu'on devrait être rassuré sur notre avenir économique ». La cote de crédit du Québec n'a pas été réduite, a-t-il fait remarquer.

Le premier ministre s'est étonné de voir que la firme de courtage place le crédit du Québec sous surveillance alors que celui de provinces plus pauvres, les Provinces maritimes notamment, qui devraient souffrir davantage que le Québec de l'incertitude, s'en tirent indemnes.

Le chef péquiste a soutenu que le geste posé par cette firme montréalaise était « normalement sérieux », bien qu'il admette volontiers que nous soyons en présence « d'une firme qui représente certains milieux financiers tout à fait anglophones qui décident d'embarquer dans le débat constitutionnel ».

« Quand on dit hommes d'affaires, il y a le mot hommes, dit-il. Des Canadiens de Montréal et de Toronto pris dans le débat politique se servent des instruments dont ils disposent pour faire du pétard. »

Selon l'ancien ministre des Finances, cela pourrait néanmoins avoir pour conséquence une hausse des taux d'intérêt payés par le Québec sur ses emprunts en territoire canadien. M. Parizeau s'attend à ce que la firme torontoise Dominion Bond Rating Service emboîte le pas la semaine prochaine.

Il note cependant que les firmes étrangères, à New York et en Europe, sont à l'égard du débat qui a cours au Québec d'un « calme imperturbable ».

La ministre de l'Énergie, Mme Lise Bacon, a pour sa part indiqué que s'il existait une certaine incertitude

LE SILENCIEUX

Les Aphorismes de Maxime

LA PENSÉE du jour : Dieu a dit d'aimer son prochain, non pas d'en faire son ami.

Des femmes — des hommes aussi — ont plus de mal à dire leur âge qu'à l'avoir.

Comme nos neiges éternelles sont quotidiennes ! Beaucoup d'hommes au volant sont misanthropes; tous sont misogynes.

Il y a des gens tellement chez eux que vous que vous avez l'impression d'être l'importun.

Je reçois deux sortes de lettres : les unes aimables, les autres anonymes.

Notre époque s'y connaît en relaxation : le nombre de névroses le prouve.

Le diplomate ne dit pas qu'il pleut quand il pleut; il explique le fonctionnement du parapluie !

ALBERT BRIE

Saddam semble bien en selle

Le président irakien s'apprête à écraser la rébellion des Kurdes

d'après AFP et Reuter

GRÂCE à la fidélité acquise ou imposée de ses troupes encore dotées de blindés et d'artillerie, le président irakien Saddam Hussein, qui semble avoir pratiquement noyé dans le sang la rébellion chiite dans le sud du pays, est sur le point de s'attaquer à celle des Kurdes dans le nord.

Toutefois, la radio iranienne faisait état hier de violentes manifestations à Bagdad et plusieurs Irakiens auraient été tués.

Selon un haut responsable américain qui a requis l'anonymat, les forces irakiennes rescapées de la guerre et encore assez fortes pour venir à bout des deux rébellions restent loyales à Saddam Hussein, no-

tamment en raison d'une « terrible peur » des unités de sécurité, dont une garde prétorienne qui se monte à 15 000 hommes dans la seule région de Bagdad.

« Saddam Hussein a estimé que le soulèvement dans le sud était la principale menace contre son régime et il y a tourné ses capacités militaires. La rébellion chiite a en grande partie été réprimée, a déclaré ce haut responsable, cela a été très brutal et très sanglant et il y a eu de nombreuses pertes civiles ».

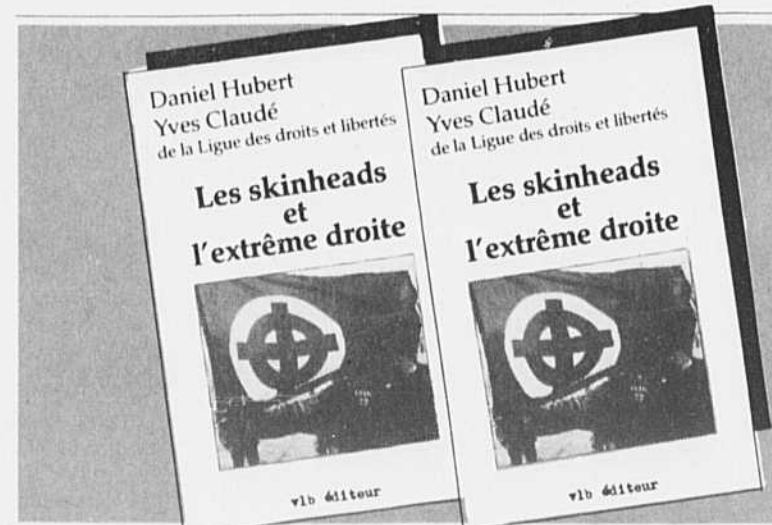
Une fois qu'il en aura fini avec les chiites, a-t-il poursuivi, il se tournera vers le nord et il l'emportera probablement en dépit du fait que les rebelles ont pour l'instant bien réussi et qu'ils sont bien organisés.

La rébellion kurde annonçait mardi avoir sous son contrôle 60 % du Kurdistan irakien, et affirmait approcher de Kirkouk, dans le nord-est, et des champs pétroliers de cette région.

Une nouvelle radio, « La voix de la révolution » a commencé à émettre en Irak, appelant la population à poursuivre le soulèvement jusqu'à la chute de Saddam Hussein », a affirmé à Téhéran un porte-parole de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII).

Par ailleurs, les informations du *Washington Post* selon lesquelles des « déserteurs et des transfuges », actuellement détenus par les forces américaines et saoudiennes, au-

Voir page A-4: Bush



Daniel Hubert, Yves Claudé et la Ligue des droits et libertés

LES SKINHEADS ET L'EXTRÊME DROITE

D'où viennent-ils? Qui sont-ils? Que veulent-ils? Ces anges de la haine, qui se sont donné la mission de sauver la pureté originelle de la civilisation blanche, ont un nom: les skinheads néo-nazis. Leurs cibles: les juifs, les Noirs, les Asiatiques, les gais, les mouvements et organisations antiracistes, etc. Voici un ouvrage d'actualité, extrêmement bien documenté.

136 pages — 14,95 \$ — En librairie dès lundi!

vlb éditeur DE LA GRANDE LITTÉRATURE

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Crédit

association, ou à la limite, la séparation du reste du Canada est élevée.

Tout en avançant que l'incertitude du climat actuel amène un coût économique, CBRS est d'avis que « le climat économique favorable qu'a connu le Québec durant la deuxième moitié des années 80 se situait dans le contexte sécurisant d'un Québec ayant choisi de demeurer au sein du Canada. »

Curieusement, CBRS n'est pas allée aussi loin que de mettre sous surveillance les gouvernements canadiens, ontariens ou ceux des provinces de l'Atlantique dont les finances seraient sans aucun doute affectées, au même titre que celles du Québec, par la dislocation de la Confédération. C'est d'autant plus étonnant que CBRS avance le plus sérieusement du monde que, depuis l'échec de l'accord du lac Meech, l'esprit de fédéralisme coopératif, qui forme les « fondations de la finance publique au Canada », a été modifié. Qui plus est, souligne CBRS, le Québec n'a aucune obligation légale d'assumer sa part de la dette fédérale.

M. Neysmith a expliqué que « la situation pourrait amener la révision à la baisse (downgrading) de la cote du Canada et celle de l'Ontario, tout particulièrement ». Entretiens, CBRS leur donne un « avertissement » et maintiendra à leur égard une « surveillance étroite (close scrutiny) ».

Médusés, les milieux financiers québécois n'ont pas tardé à réagir à cette singulière évaluation. Sortant de son mutisme habituel, la Caisse de dépôt et placement du Québec, un important acheteur d'obligations québécoises, a indiqué, par l'entremise de son porte-parole Anne Ouellet, qu'elle ne partageait aucunement cette lecture des événements récents. « Nous ne faisons pas la même évaluation. Leur position s'explique par un manque de connaissance de la situation », a souligné Mme Ouellet.

La Caisse estime que l'évaluation de CBRS « n'est pas significative » et que, selon ses informations, elle n'aura aucune influence sur les marchés, aux États-Unis ou ailleurs. « Nous n'avons pas d'inquiétude », a dit le porte-parole.

Même son de cloche chez Hydro-Québec, bien qu'un peu plus strident, un peu plus excédé. « Ce sont des

spéculations qui ne sont pas basées sur des faits réels. Rien qui affecte le crédit d'Hydro-Québec », a affirmé la porte-parole Marie Archambault.

Pour Pierre Laurin, vice-président au Québec de Merrill Lynch, le principal courtier américain qui s'occupe d'écouler les obligations d'Hydro-Québec à l'étranger, les cotes de CBRS n'ont guère d'importance. « Ce qui importe, ce sont les cotes de Moody's et de Standard and Poor's. Et ces firmes-là n'ont pas changé leur cote (d'Hydro-Québec) et n'ont pas exprimé l'intention de les changer », a-t-il expliqué.

Quant au concurrent de CBRS, la firme torontoise Dominion Bond Rating, elle n'imitera pas, pour l'instant, le geste de sa consœur montréalaise, a assuré, hier, son vice-président Tim Crocker.

À New York, le milieu financier a réagi plutôt calmement hier à l'annonce-surprise faite à Montréal par CBRS.

Les grandes maisons d'évaluation de crédit de New York ont indiqué en début de soirée à la Presse Canadienne que la nouvelle n'aurait virtuellement aucun impact sur les cotes des institutions québécoises et de son gouvernement, tant à Wall Street que sur les grands marchés internationaux.

Chez Moody's, une des deux principales maisons d'évaluation de crédit de Wall Street, la nouvelle a été traitée presque à la légère. Le vice-président de l'entreprise et directeur adjoint du service des finances publiques, M. Bill Streeter, a refusé de commenter le bien-fondé du travail « d'une maison concurrente », mais a expliqué « la raison pour laquelle vous n'avez pas constaté de grandes réactions à Wall Street, c'est que le marché a déjà réagi à l'échec du lac Meech ». Cela s'est déjà traduit par un écart qui s'est agrandi entre les taux d'intérêt consentis aux obligations québécoises par rapport à ceux du gouvernement du Canada ou du gouvernement de l'Ontario.

Selon M. Streeter, Moody's « n'envisage aucunement de modifier la cote de crédit du Québec ou d'Hydro-Québec à court terme (double A-3) ». Évaluation que confirmait en début de soirée un porte-parole de l'autre importante maison de « credit rating » de New York, Standard and Poor's.

Standard and Poor's fournissait hier cette évaluation du travail du ministère des Finances du Québec : « En ce qui a trait à l'économie du Québec, la gestion des finances publiques a été soutenue et la tendance s'est fortement maintenue et s'est même améliorée. Par contre, nous ne comptons pas trop sur une amélioration au cours du présent exerci-

ce, compte tenu des difficultés économiques prévisibles. N'eût été de la conjoncture politique et constitutionnelle, les perspectives d'avenir d'amélioration de la cote de crédit du Québec seraient demeurées positives », a dit Mme Johane Cilento, porte-parole de la firme.

◆ Bush

dessus de la barre des 90 % depuis la fin de la guerre, Brian Mulroney suggère à la blague : « Nous pourrions mettre nos cotes de popularité en commun. En les divisant, nous nous en tirerions bien tous les deux. »

Enfin, la visite d'hier a permis au Canada et aux États-Unis de ratifier officiellement l'entente conclue l'an dernier sur la qualité de l'air. Cette dernière comporte pour la première fois des cibles de contrôle des émissions d'anhydride sulfureux pour enrayer le problème des pluies acides.

L'opposition à Ottawa a cependant affirmé que cette entente était insuffisante. Le critique libéral en matière d'environnement Paul Martin a soutenu qu'il s'agissait d'une coquille vide parce qu'elle ne contenait aucun mécanisme de coercition.

Son homologue néo-démocrate Jim Fulton a affirmé pour sa part que même avec cet accord, le Québec continuera à recevoir de huit à neuf kilos de composé de soufre par acre, une dose mortelle, selon lui, pour les érables et les poissons.

◆ Ryan

sure de répondre aux grands défis du développement urbain.

« Il est normal, a dit le ministre Ryan, que chaque secteur soit appelé à faire sa part pour assurer que le gouvernement soit en mesure de rendre à la population les services auxquels elle a droit, tout en maintenant un sain équilibre dans la gestion des finances publiques. »

« Le gouvernement estime qu'il y a lieu de demander un effort accru aux municipalités pour les années à venir. Il ne le fait pas de gaieté de cœur, mais par besoin et par souci d'équilibre et d'équité. »

« Je soumets humblement, a ajouté M. Ryan, qu'au lieu de partir en croisade, les municipalités devraient réagir en partenaires plutôt qu'en adversaires à cet appel à la responsabilité et à la solidarité collective que leur adresse le gouvernement du Québec. »

Quant au moratoire exigé par l'opposition et le milieu municipal, il ne représente, selon M. Ryan, qu'un moyen déguisé « de renvoyer tout le problème aux calendes grecques et aux générations futures. »

Le ministre a cependant indiqué qu'il est toujours prêt à s'asseoir avec les édiles municipaux pour discuter « des problèmes relatifs à la nature et à la forme que devra revêtir la table autour de laquelle nous serons réunis. »

« S'il peut être agréable à certains de se hâter avec lenteur devant la presse, a précisé le ministre, il n'en va pas ainsi des besoins du gouvernement, non plus de ceux de la population. »

« Celle-ci ne saurait souffrir d'être ignorée ou mal servie sous le prétexte particulier qu'un secteur de la société prétendrait tourner le dos à la juste part de responsabilités qui lui est proposée en toute légitimité par le gouvernement. »

M. Ryan a mis sur le dos des porte-parole du monde municipal le retard à discuter des autres grands enjeux du dossier de la décentralisation réclamé depuis plusieurs années par les élus locaux.

« Le document gouvernemental, a-t-il dit, contient tantôt des pistes de réflexions, tantôt des ouvertures, tantôt des propositions qui sont autant d'invitations au dialogue et à la collaboration et dont la plupart procèdent d'ailleurs d'échanges entre les représentants du ministère et les dirigeants du monde municipal. »

« À cause du blocage qui s'est pro-

duit autour des propositions gouvernementales à incidence financière plus immédiate, a conclu M. Ryan, il a été impossible jusqu'à ce jour d'aborder les divers sujets de portée plus durable. Il sera sans doute impossible de les aborder sérieusement tant que les questions litigieuses d'ordre plus immédiat n'auront pas été résolues. »

Pour le critique du PQ Francis Dufour, le gouvernement doit se donner « un temps de négociation et rétablir les ponts avec les municipalités et les contribuables parce que les défis auxquels le Québec doit faire face prouvent qu'il a un grand besoin de partenaires. »

« Ce n'est pas en les traitant comme des tapis qu'on réussira à les gagner à la cause du progrès du Québec », a-t-il précisé.

Pour le leader parlementaire adjoint de l'opposition François Gendron, le ministre des Affaires municipales doit cesser de jouer le rôle d'un ministre des Finances pour comprendre les préoccupations des municipalités.

« On ne peut pas pelletter un facture de 500 millions \$, a-t-il dit, sans tenir compte de l'implication de l'ensemble des politiques de décentralisation. »

◆ Bourassa

tude, « cela n'a pas paru sur les derniers emprunts effectués par Hydro-Québec », société dont elle est responsable.

En Chambre, le député péquiste Jacques Brassard a tenté encore une fois de démontrer que le premier ministre avait adopté en matière constitutionnelle une « politique à deux visages qui produit des fruits empoisonnés : frustration chez les militants, contradiction et incohérence dans son discours, perte de crédibilité, de respectabilité aux yeux de nos interlocuteurs, climat de cachoterie et d'improvisation. »

Il a essayé en vain de confondre le premier ministre en citant « les propos lumineux » de M. Claude Ryan qui déclarait à l'endroit du gouvernement péquiste en 1984 qu'on « ne peut pas s'engager à la fois pour une chose et pour son contraire. On ne peut pas logiquement poursuivre en même temps l'indépendance politique du Québec et le fédéralisme à l'intérieur du Canada. Quand on s'installe dans une pareille ambiguïté, on ne peut qu'être conduit à sombrer dans la division et la confusion et à produire des résultats stériles pour la population qu'on prétend servir. »

À l'abri des bruits de l'Assemblée nationale, les membres de la Commission Bélanger-Campeau ont pour leur part poursuivi leurs délibérations à huis clos, au domaine Maizerets, en périphérie de la capitale.

Des sources indiquent que les commissaires ont adopté hier sans débats orageux ce qui pourrait tenir lieu d'introduction au rapport qu'ils doivent déposer avant le 28 mars. Une trentaine de pages qui rappellent le mandat de la Commission, relatent les faits historiques marquants et situent le contexte dans lequel la Commission se prononce.

Les commissaires ne se sont réunis que durant quelques heures en matinée. Les débats doivent reprendre aujourd'hui sur le fond. Les coprésidents semblent maintenir leur position quant à la tenue d'un référendum en 1991. La délégation ministérielle, avec à sa tête le ministre Gil Rémillard, tentera sans doute d'amener les commissaires péquistes à se rallier au rapport Allaire, en faisant valoir qu'on y propose un changement radical du Canada.

◆ Saddam

raient été recrutés par l'opposition au régime irakien n'ont pas été confirmées par la Croix-Rouge internationale.

Ces rébellions qui s'ajoutent aux séquelles de la guerre contre les forces alliées provoquent non seulement l'exode de milliers d'Irakiens,

mais une situation sanitaire et économique catastrophique.

Une équipe de l'organisation humanitaire française Médecins sans frontières (MSF) arrivée samedi dernier à Bagdad a constaté « une paralysie quasi totale des hôpitaux et des centres de santé » en raison du manque de fuel, de médicaments, de matériel chirurgical et de moyens de transport. MSF indique également que les « difficultés d'approvisionnement en lait pour enfant semblent très importantes. »

Hier, la radio iranienne a annoncé que plusieurs personnes avaient été tuées hier lors de manifestations antigouvernementales à Bagdad.

Dans plusieurs quartiers de la capitale irakienne, des « manifestations de masse » ont dégénéré en affrontements au cours desquels plusieurs personnes ont été tuées ou blessées de part et d'autre, a dit Radio-Téhéran captée à Chypre.

La radio et l'agence IRNA ont également signalé des combats entre forces gouvernementales et insurgés dans le port méridional de Bassorah et à Kirkouk, centre pétrolier du Nord.

À Damas, un porte-parole du Front du Kurdistan a annoncé que les forces du président Saddam Hussein avaient fait exploser deux puits de pétrole hier à Kirkouk. « D'intenses batailles font rage en ce moment dans la ville de Kirkouk entre les forces gouvernementales et les combattants kurdes », a-t-il dit.

Les rebelles de l'Union patriotique du Kurdistan ont dit avoir abattu hier un hélicoptère militaire qui attaqua des habitants dans la province de Soulaïmania, tuant le pilote et le copilote, rapporte IRNA.

Bekker Fattah, porte-parole de ce mouvement kurde, a aussi déclaré à l'agence iranienne que des combats se déroulaient à Kirkouk et que l'armée avait lancé un « assaut à grande échelle » contre Khanakine, à 120 km au nord-est de Bagdad.

Radio-Téhéran a cité des réfugiés faisant état d'affrontements intenses à Kirkouk et à Darman, au nord-est, où plusieurs officiers et pilotes auraient rejoint les rebelles.

À Paris, le Parti démocratique du Kurdistan a dit avoir pris d'assaut la prison Badouch de Mosoul, troisième ville d'Irak, et en avoir libéré tous les détenus. Un porte-parole a dit que le PDK avait pris la ville d'Akra, au nord de Mosoul, et contrôlait 75 % du Kurdistan irakien.

Il a ajouté que la rébellion était menée par Mahsoud Barzani, président du PDK et chef du Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les mouvements rebelles kurdes. Le porte-parole a ajouté que plusieurs milliers de Kurdes restaient prisonniers de l'armée irakienne.

Un Irakien arrivé mardi soir en Iran a déclaré à IRNA que les rebelles tentaient de chasser les troupes loyalistes de la ville de Bassorah mais que des unités de la Garde républicaine faisaient usage de bombes au napalm.

L'agence a cité qu'une trentaine d'autres Irakiens brûlés au napalm sont arrivés mardi à Khorramchahr.

Radio-Téhéran a cité des réfugiés du nord de l'Irak d'après lesquels beaucoup de villes changent de main quotidiennement, au gré des affrontements. Les chars y pénètrent le jour après des mitraillages d'hélicoptères sur les zones tenues par les rebelles, mais des résistants attaquent les chars la nuit et reprennent le contrôle des lieux.

Enfin, les Alliés continueront d'occuper le sud de l'Irak jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu définitif dans la guerre du Golfe, a déclaré hier le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney.

Des diplomates occidentaux à Ryad avaient auparavant déclaré que cette signature pourrait être retardée de plusieurs semaines en raison de l'agitation en Irak et des conditions posées à Bagdad par les Alliés.

« Nous n'avons pas décidé de ralentir le redéploiement », a déclaré

Dick Cheney à propos du retrait des troupes alliées.

Mais il a ajouté : « Nous occupons encore environ 15 % de l'Irak et nous continuerons de le faire jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu officiel soit mis au point et que tout soit réglé dans le domaine diplomatique. »

« Je ne sais pas combien de temps cela prendra », a-t-il dit.

Il a estimé que l'Irak semblait vouloir respecter ses engagements et ses obligations stipulées par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Selon un diplomate européen en poste dans le Golfe, l'impasse actuelle « pourrait durer un moment, en attendant que des décisions politiques et diplomatiques soient prises. »

Les forces américaines et alliées ont arrêté les hostilités le 28 février après avoir écrasé l'armée irakienne à l'issue d'une campagne de six semaines pour reconquérir le Koweït. Mais un cessez-le-feu officiel n'a pas encore été signé.

Après l'acceptation des conditions de paix par des généraux irakiens, au début du mois, le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces alliées, a dit que celles-ci quitteraient le sud de l'Irak dès qu'un cessez-le-feu définitif aura été signé, mais pas avant.

Selon des diplomates occidentaux, l'ONU pourrait commencer à discuter d'un cessez-le-feu la semaine prochaine, mais des assurances recherchées par les Alliés et l'agitation antigouvernementale en Irak pourraient retarder un accord.

Les Alliés sont satisfaits de la coopération de l'Irak depuis la fin des hostilités. Les Irakiens ont rapidement libéré leurs prisonniers de guerre et révélé la localisation des mines qu'ils ont semées dans la région.

Mais les Alliés veulent aussi la mise sur pied d'une procédure de versement des réparations de guerre de l'Irak au Koweït, la restitution des biens volés et un accord définissant la frontière entre les deux pays, « ne serait-ce que pour décider jusqu'où les forces de la coalition se retirent », explique un diplomate en poste à Ryad.

Selon ce diplomate, un accord écrit séparé entre les Alliés et l'Irak, en plus du cessez-le-feu parrainé par l'ONU, pourrait être nécessaire.

L'agitation en Irak pourrait d'autre part retarder le retour de milliers de civils koweïtiens emmenés en Irak pendant l'occupation, autre condition du cessez-le-feu, ajoute-t-il.

Le retour de 60 000 prisonniers de guerre irakiens pourrait lui aussi pâtir des problèmes intérieurs de l'Irak.

Le rapatriement de ces prisonniers devait commencer cette semaine, mais a été retardé à cause de problèmes de transport et de sécurité, a déclaré le Comité international de la Croix-Rouge, sans autre précision.

14 mars

par la PC et l'AP

- 1886: la sonde européenne Giotto passe à 577 kilomètres de la comète de Halley.
- 1983: mort de l'acteur Maurice Ronet à l'âge de 56 ans.
- 1980: les 23 membres de l'équipe américaine de boxe amateur meurent dans l'écrasement d'un avion près de Varsovie.
- 1974: la société Esso d'Argentine accepte de verser une rançon de 142 millions \$ pour la libération de son directeur, Victor Samuelson.
- 1970: ouverture de l'exposition d'O-saka par l'empereur Hirohito.
- 1965: le gouvernement israélien approuve l'établissement de relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale.
- 1964: Jack Ruby, assassin de Lee Harvey Oswald, est condamné à mort.
- 1958: incapable d'assurer la succession, la princesse Soraya est répudiée par le shah qui demande le divorce.
- 1916: Les femmes de Saskatchewan obtiennent le droit de vote.
- 1899: naissance à Bouctouche de l'industriel néo-brunswickois K.C. Irving.
- 1883: mort à Londres de Karl Marx à l'âge de 65 ans.
- 115 sont nés en 14 mars: le compositeur autrichien Johann Strauss (1825-1899); l'écrivain russe Maxime Gorki (1868-1936); le physicien Albert Einstein (1879-1955); l'acteur Michael Caine (1933); le prince Albert de Monaco (1958-).

LE DEVOIR

Renseignements.....	(514) 844-3361
Administration.....	(514) 844-3361
Rédaction.....	(514) 842-9628
Publicité.....	(514) 842-9645
numéro sans frais.....	1-800-363-0305
Annonces classées.....	(514) 286-1200

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

De 8h30 à 16h00

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5599
Indicatif 613.....	1-800-361-5699

LE DEVOIR

ET

ciel 98,3

Écoutez Ciel, lisez le Devoir et parcourez le monde

Écoutez Ciel MF et identifiez 4 mots passeport... vous pourriez vous retrouver sous le ciel de CHINE!



TIRAGE LE 29 MARS 1991

Remplissez et retournez à: Ciel, C.P. 98, Longueuil J4H 3Z3

Nom: _____ Prénom: _____	
Adresse: _____	
Ville: _____	Code postal: _____
Telephone résidence: _____	Telephone bureau: _____
Mots passeport: _____	Date de diffusion: _____



LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

MIAMI BEACH
GOLDEN SHORES
18190 Collins Avenue

HOLLYWOOD
BEACH SUNDRIES
328 Johnson Street

SUNSHINE FOOD MARKET
18110 Collins Avenue

DELI FOOD MARKET
302 Johnson Street

FORT LAUDERDALE
A1A CUNNINGHAM'S
A1A Oakland Park

DANIA
LUCKY 7 STORE
1414 S. Federal Hwy

POMPANO OCEANSIDE
31 N. A1A Extension
Pompano Beach

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondée en 1892

55 St Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Télex: 05 268556
Fax: (514) 845 7874
Tel: (514) 987 6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

SWABEY OGILVY RENAULT

AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, Canada H3A 3C8
(514) 845-7126, Télex: 05-24355
Facsimilé (514) 288-8389

MONTREAL OTTAWA

XEROX 5090 - 9900 - CANON LASER

TOUTES LES PHOTOCOPIES

NOIR - COULEUR
GRANDS FORMATS

ET LES IMPRIMÉS ULTRA-RAPIDE PRIX AVANTAGEUX

OUVREZ UN COMPTE COURANT

SCRIBEC
45, rue Jarry est, Montréal

SEMAINE: 8h30 à 20h00 • SAMEDI: 10h30 à 16h00

385-9400